



MARCHÉ D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) RENFORCÉ

Pour l'opération du Nouvel Hôpital d'Embrun

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

SOMMAIRE

Article 1. <i>Objet du marché – Dispositions générales</i>	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Définition des parties	4
1.3 Sous-traitance	4
1.4 Contenu de la mission et décomposition en partie technique	5
1.5 Options.....	5
1.6 Décomposition en lots	5
1.7 Contrôle et direction du marché	6
1.7.1 Conduite d'opération	6
1.7.2 Conduite des prestations	6
1.8 Personnes concernées par l'opération.....	7
1.8.1 Maîtrise d'œuvre	7
1.8.2 Coordination SPS.....	7
1.8.3 Contrôleur technique	8
1.8.4 Tiers intéressés	8
1.9 Principe d'exclusivité.....	9
Article 2. <i>Pièces constitutives du marché</i>	9
Article 3. <i>Exécution du marché</i>	9
3.1 Durée et délais	9
3.1.1 Durée du marché.....	9
3.1.2 Délais du marché	9
3.1.3 Délais d'admission des documents définitifs par le Maître d'ouvrage	10
3.2 Règles relatives à la mobilisation des ressources	11
3.3 Clauses sociales et environnementales	11
3.3.1 Clauses sociales	11
3.3.2 Clauses environnementales.....	11
Article 4. <i>Rémunération</i>	12
4.1 Généralités	12
4.2 Modalités de variation des prix	12
Article 5. <i>Gestion des modifications</i>	13
5.1 Modifications de marché à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur	13
5.2 Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen	14
5.3 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux.....	14
5.4 Modifications de marché à l'initiative du Titulaire.....	14
5.5 Modifications affectant les contractants	15
Article 6. <i>Règlement des comptes</i>	15
6.1 Acomptes et paiement partiels définitifs	15

6.2	Présentation des demandes de paiement et dépôt de la facture électronique	16
6.2.1	Présentation des demandes de paiement	16
6.2.2	Dépôt de la facture électronique	17
6.3	Délais de paiement, intérêts moratoires	17
6.4	Échéancier des acomptes	18
6.5	Régime de l'avance	19
6.5.1	Conditions de versement et de remboursement	19
6.5.2	Garanties financières de l'avance	19
Article 7.	<i>Pénalités.....</i>	19
7.1	Pénalités sur les productions	20
7.2	Autres pénalités	20
7.2.1	Pénalité pour manquement ou absence	20
7.2.2	Pénalité pour non-transmission des attestations d'assurance	20
7.2.3	Pénalité pour travail dissimulé	20
Article 8.	<i>Assurances.....</i>	21
Article 9.	<i>Propriété intellectuelle</i>	21
Article 10.	<i>Confidentialité</i>	21
Article 11.	<i>Fin de la mission : arrêt de l'exécution des prestations en fin de partie technique</i>	21
Article 12.	<i>Résiliation</i>	21
12.1	Dispositions générales	21
12.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	22
12.3	Résiliation aux torts du Titulaire ou cas particulier	22
12.4	Régime en cas de redressement ou liquidation judiciaire	23
12.5	Résiliation partielle	23
12.6	Exécution aux frais et risques	23
12.7	Conséquence de la résiliation.....	24
Article 13.	<i>Droit et langue</i>	24
Article 14.	<i>Dérogations au CCAG Prestations Intellectuelles</i>	25

ARTICLE 1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatif au marché d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) a pour objet de préciser les conditions d'exécution la mission d'OPC relative à l'opération Nouvel Hôpital d'Embrun.

La description technique des prestations figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu d'exécution des prestations : Centre Hospitalier d'Embrun, 8 Rue Pierre et Marie Curie, 05200 Embrun.

1.2 Définition des parties

Les parties sont :

D'une part :

Le pouvoir adjudicateur est le **Centre hospitalier intercommunal des Alpes du Sud de Gap-Sisteron**, établissement support du **GHT des Alpes du Sud**.

Conformément à la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire, le Maître d'Ouvrage est le Centre Hospitalier d'Embrun, établissement partie du GHT des Alpes du Sud, établissement partie.

Le marché est signé pour le compte du Centre Hospitalier d'Embrun, par la Directrice par intérim des achats du Centre hospitalier intercommunal des Alpes du Sud de Gap-Sisteron, conformément aux dispositions de l'article R.6132-16 du Code de la santé publique.

L'exécution du marché est de la responsabilité de chaque établissement partie au Groupement Hospitalier de territoire, identifiés comme suit pour le présent marché :

Centre Hospitalier d'EMBRUN
8 Rue Pierre et Marie Curie
05200 Embrun

D'autre part, le titulaire du marché, mentionné dans l'Acte d'Engagement et désigné dans ce CCAP indifféremment par les termes « l'OPC », « le Titulaire », « le Prestataire ».

1.3 Sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution d'une partie de sa mission, provoquant le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours de l'exécution du marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le Titulaire doit joindre en sus des documents exigés par l'article R2193-1 du Code de la Commande publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire (article 27.1 du CCAG Prestations intellectuelles).

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet"

Mes demandes de paiement seront libellées en euros

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.4 Contenu de la mission et décomposition en partie technique

Le marché de l'OPC comporte des prestations décomposées en quatre parties techniques :

1. Partie technique : OPC- AVP : OPC pendant les études d'avant-projet (sommaire et définitif)
2. Partie technique : OPC-PRO : OPC pendant les études de projet
3. Partie technique : OPC-AMT : OPC pendant l'assistance pour la passation des marchés de travaux
4. Partie technique : OPC-DET, EXE/VISA, AOR : OPC pendant l'exécution des marchés de travaux, les études d'exécution ou leur VISA et l'assistance aux opérations de réception.

Ces Parties Techniques sont considérées comme autant de parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles. Le Pouvoir adjudicateur peut décider de l'arrêt en fin de partie technique.

Ces missions sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

1.5 Options

Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires dans un délai qui n'excédera pas trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 Décomposition en lots

Les prestations homogènes ne sont pas réparties en lots.

1.7 Contrôle et direction du marché

1.7.1 Conduite d'opération

Le maître d'ouvrage est représenté par son Directeur général en exercice. La personne habilitée pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché est :

- Rodolphe BRUXER, chargé de Projet travaux – GHT des Alpes du Sud

Le titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde du marché.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à cette conduite et à ce contrôle se concrétisent par des ordres de service signés, datés et numérotés dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le titulaire en accuse immédiatement réception. L'ordre de service est exécutoire sauf mention expresse contraire dans l'OS.

L'absence de réserves formulées par le titulaire dans les quinze jours de la réception d'un ordre de service vaut à son acceptation.

1.7.2 Conduite des prestations

Le Titulaire indique dans son mémoire justificatif ainsi qu'à l'article 5 de l'Acte d'engagement les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le représentant et le conducteur sont obligatoirement issus de l'entreprise mandataire du groupement d'opérateurs économique dans le cas où le marché serait confié à un tel groupement.

Le conducteur des prestations pour le compte du titulaire est la personne nommément désignée à l'article 1.2 de l'Acte d'engagement comme le « conducteur ». Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire :

- Est en mesure d'engager la société ou le groupement titulaire du marché.
- Réalise l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP ou les fait réaliser sous sa responsabilité.

Il est suppléé par une personne de même profil ou de profil complémentaire, nommément désignée à ce même article. Il fait intervenir les personnes citées dans ledit article de l'acte d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance de la maîtrise d'ouvrage dès l'offre et sont des pièces du marché.

Le conducteur est garant de la bonne coordination entre la maîtrise d'ouvrage et ses assistants, les utilisateurs et gestionnaires, les tiers intéressés et les intervenants du titulaire. Il doit participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et doit se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

Dans l'exécution de ce marché de prestations intellectuelles, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique est extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés. Les modalités de remplacement sont décrites à l'article 3.2 du présent CCAP ainsi qu'à l'article 5 de l'acte d'engagement.

1.8 Personnes concernées par l'opération

1.8.1 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'ouvrage a mis en place une Maîtrise d'œuvre. La Maîtrise d'œuvre dispose d'une mission globale de conception, constituée de la mission de base ainsi que d'éléments de missions complémentaires, réparties ainsi :

Mission de base :

- Partie technique : APS : Études d'avant-projet sommaire
- Partie technique : APD : Études d'avant-projet définitif
- Partie technique : PRO : Études de projet
- Partie technique : AMT : L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux
- Partie technique : EXE et SYN : Études d'exécution et synthèse :
 - Sous-partie technique : Devis quantitatif détaillé
 - Sous-partie technique : Établissement des plans d'exécution pour les lots architecturaux et liés à l'enveloppe du bâtiment
 - Sous-partie technique : Réalisation des études de synthèse
- Partie technique : VISA : Visa des plans d'exécution réalisés par les entreprises
- Partie technique : DET : La direction de l'exécution des marchés publics de travaux
- Partie technique : AOR : L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA)

Missions complémentaires :

- Partie technique : Mise à jour de l'ESQ (Esquisse) / DIAG (Diagnostic)
- Partie technique : CSSI : Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie
- Partie technique : DLE : Dossier Loi sur l'Eau

La mission de Maîtrise d'Œuvre est portée par un groupement d'entreprise composé des sociétés Tourre Sanchis Architectes (mandataire), UNIC Architecture, OTCE, BET LAMOUR, GOAVEC, ESCANDE et Archemed.

1.8.2 Coordination SPS

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1 au sens des dispositions des articles R. 4532-1 et suivants du code du travail, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation ».

Principes généraux :

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis au 1), 2), 3), 5), 6) et 8) de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage et le titulaire, sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Les moyens à donner et les obligations du titulaire envers le coordonnateur SPS :

- Le titulaire facilite la mission du coordonnateur SPS. Il tient compte, à ses frais et dans les délais impartis, de tous les avis du coordonnateur SPS ;
- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le titulaire communique la copie des documents relatifs aux études d'avant-projet, projet, et le calendrier détaillé d'exécution.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs. .;
- En cours de chantier, le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage ;

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) sera désigné au plus tard avant la date de remise des projets, dans le cadre du concours de Maîtrise d'Œuvre.

1.8.3 Contrôleur technique

Les travaux de l'opération « Nouvel Hôpital d'Embrun » sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues aux articles L.125-1 à L.125-6 du Code de la construction et de l'habitation, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent des missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire du marché de CT est la société : Socotec (Agence de Gap). Le Contrôleur Technique désigné sur l'opération est Monsieur ESPITALLIER.

1.8.4 Tiers intéressés

Les Tiers intéressés sont les organismes que le Titulaire se doit de solliciter en temps utile pour prendre en compte leurs exigences dans le cadre du projet. Il s'agit notamment :

- De l'AMO technique de l'opération : L'AMO technique de l'opération a une mission de contrôle de l'avancement et suivi des études, d'assistance pour la passation des marchés de travaux, de contrôle de l'avancement et suivi des travaux, jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. **La mission d'AMO technique est portée par la société A2MO.**
- De l'Assistant au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ARPA) est chargé de l'élaboration des dossiers de consultation des différents prestataires à mettre en place pendant toute la durée de l'opération, ainsi que du suivi des différentes procédures de passation. Il est également chargé d'une mission de conseil global sur le suivi des marchés et d'une mission d'assistance en ingénierie administrative et financière. **La mission d'Assistance au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (ARPA) est réalisée par le Cabinet Clément & Associés.**
- De l'accompagnateur BDM : En vue de la labélisation de l'opération « Nouvel Hôpital d'Embrun » au label BDM, un accompagnateur BDM accompagne le Maître d'ouvrage. **Le titulaire de la mission d'Accompagnateur BDM est la société AB SUD Ingénierie et TRAME.**

Ces différents intervenants n'appartenant pas à la Maîtrise d'ouvrage, toute demande émanant de l'un ou l'autre (communication de document, prestation dérogeant au programme) doit faire l'objet d'un signalement à la Maîtrise d'ouvrage, pour gestion de la demande. Toute demande de la part d'un utilisateur ou d'un gestionnaire qui serait honorée par le Titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'ouvrage engage sa responsabilité. La Maîtrise d'ouvrage pourrait en demander l'annulation, la démolition, le remplacement, aux frais du Titulaire, sans que celui-ci puisse élever de réclamation.

1.9 Principe d'exclusivité

L'intervention du Titulaire du marché est exclusive de toute rémunération de la part d'un tiers sur l'ensemble du projet Nouvel Hôpital d'Embrun.

ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI, CCAG Prestations intellectuelles) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, modifié.
- Le programme de l'opération
- Les pièces de l'offre contractuelle du Titulaire :
 - Le mémoire technique et ses annexes, en tant qu'il complète sans remettre en cause le marché
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

ARTICLE 3. Exécution du marché

3.1 Durée et délais

3.1.1 Durée du marché

Se référer à l'article 2.3 de l'acte d'engagement.

3.1.2 Délais du marché

L'exécution des prestations démarre à la notification du marché et s'achève à l'expiration du délai de parfait achèvement.

Certains éléments de mission font l'objet de délais partiels qui sont définis à l'article 2.3 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du Maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant

le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le Maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel. Aucune acceptation tacite d'une demande de prolongation de délai n'est possible, seule l'acceptation expresse est possible.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le Titulaire doit signaler au Maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le Maître d'ouvrage notifie par écrit au Titulaire sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.1.3 Délais d'admission des documents définitifs par le Maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, la décision du Maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, avec ou sans réfaction ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études définitifs intervient avant l'expiration d'un délai d'un mois.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des prestations définitives par le Titulaire.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au Titulaire dans le délai indiqué ci-dessus, la prestation est considérée comme rejetée, avec effet à compter de l'expiration du délai, par dérogation à l'article 29 du CCAG PI.

En complément de l'article 29 du CCAG-PI de 2021, pour les prestations produites dans le cadre du marché le Maître d'ouvrage décidera de manière expresse, par écrit, et le cas échéant par Ordre de service (OS) de prononcer :

- L'admission des prestations : le Maître d'ouvrage reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché
- L'ajournement des prestations, réalisée par décision motivée du Maître d'ouvrage. Les prestations mises au point devront être remises dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage. A réception de la décision, le Titulaire doit faire connaître son acceptation au sens de l'article 29.2.1 du CCAG PI dans un délai de 5 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas d'ajournement, le Titulaire ne peut élever aucune réclamation en termes de compléments d'honoraires.
- La réfaction. Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, la réfaction peut être notifiée sans que le Titulaire n'ait été mis à même de présenter ses observations. A compter de la réception de la notification, il disposera d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations. Dans le silence du Titulaire dans ce délai, la réfaction est considérée comme acceptée.
- Le rejet. Par dérogation à l'article 29.4 du CCAG-PI, le rejet peut être notifié sans que le Titulaire n'ait été mis à même de présenter ses observations. A compter de la réception de la notification, il disposera d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations. Dans le silence du Titulaire dans ce délai, la réfaction est considérée comme acceptée. En tout état de cause, à réception de la décision de rejet le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation.

En cas d'ajournement, de rejet exprès d'une prestation ou de non remise d'une prestation dans le délai imparti, les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP s'appliquent.

3.2 Règles relatives à la mobilisation des ressources

Le Titulaire indique dans son mémoire justificatif ainsi qu'à l'article 5 de l'Acte d'engagement les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, la Maîtrise d'ouvrage entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la Maîtrise d'ouvrage sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés : elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement de la personne désignée. Au préalable, le Maître d'ouvrage informera le Titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le Titulaire disposera de quinze jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application de la pénalité définie à l'article 7.2.1 du présent CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si le Maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de quinze jours.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation de deux remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

3.3 Clauses sociales et environnementales

3.3.1 Clauses sociales

Actions RSE en faveur du bien-être des salariés : Santé et Sécurité au Travail :

Dans le cadre de sa politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), le GHT s'engage à mettre en œuvre des actions concrètes en faveur du bien-être de ses salariés, avec une attention particulière portée à la sécurité au travail.

L'entreprise s'engage à :

- Garantir un environnement de travail sain et sécurisé, conforme aux normes légales en vigueur, en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail ;
- Mettre en place des dispositifs de prévention des risques professionnels, incluant l'évaluation régulière des postes de travail, la formation des salariés à la sécurité, ainsi que la mise à disposition d'équipements de protection individuelle adaptés.

Ces engagements visent à créer un cadre de travail respectueux, épanouissant et durable, en cohérence avec les valeurs de l'entreprise et les principes fondamentaux du développement durable.

3.3.2 Clauses environnementales

Documents et livrables respectueux de l'environnement :

Le titulaire du marché est le garant de la performance énergétique des produits consommateurs d'énergie liés à l'exécution des prestations.

Il assure un rôle de conseil auprès du pouvoir adjudicateur dans la mise en œuvre de techniques, produits et matériels compatibles avec l'approche du développement durable.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Titulaire devra limiter les impressions papiers, et notamment concernant les livrables à remettre dans le cadre de l'exécution de ses missions. Aucun exemplaire papier des documents n'est attendu.

Optimisation des déplacements :

Le titulaire du marché devra optimiser ses déplacements. Pendant les phases d'études notamment, il privilégiera des réunions organisées en visioconférence pour limiter ses déplacements sur site.

ARTICLE 4. Rémunération

4.1 Généralités

Les prix du marché sont traités à prix global et forfaitaires.

Tout élément de prix, en l'absence de précision, est considéré hors taxes.

Le Titulaire du marché s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part d'un tiers dans le cadre de l'opération objet de ce marché.

Ce prix couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Les prix établis comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels, en matériels adaptés en qualité et en quantités aux prestations énumérées dans le CCTP y compris la participation du Titulaire aux réunions, entretiens et visites nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées ainsi que la remise des livrables correspondants tels que décrits dans le CCTP.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

4.2 Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-PI, le montant du présent marché est global, forfaitaire et révisable.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donné par la formule :

$$C_n = 0,1 + 0,9 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle : I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois de l'établissement de l'acompte par le titulaire et au mois M0 de l'acte d'engagement. Le coefficient de révision issu de l'application de ces formules est arrondi au millième supérieur.

L'index de référence I est l'index **ING Ingénierie**. Il est applicable pour toutes les prestations.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, la révision définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

ARTICLE 5. Gestion des modifications

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles R.2191-2 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

5.1 Modifications de marché à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur

Le marché public peut être modifié à la demande par le Pouvoir adjudicateur à sa demande ou à l'initiative du Maître d'ouvrage par application des articles précités. En cas d'accord des parties, un avenant est alors signé entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur.

L'élaboration de la modification de marché s'opère sur la base des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires (BPU), ou en cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par Ordre de service et, ou modification de marché.

Conformément à l'article R2194-8 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage et le Titulaire peuvent conclure un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage rendant nécessaire la reprise des prestations en cours d'exécution des travaux.
- Si le Maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au Titulaire.

Selon les cas, la rémunération est :

- Mise au point sur la base de l'évaluation par le Titulaire des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts journaliers définis au bordereau des prix unitaires.
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage et le Titulaire concluent un avenant pour tenir compte des modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues.
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux, non imputables au Titulaire.
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le Titulaire.

5.2 Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, la rémunération du Titulaire fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- De répondre à l'éventualité citée à l'article 5.5 du présent CCAP. Pour ce faire, le Titulaire devra présenter au préalable à l'acceptation de la substitution un dossier administratif, technique et financier démontrant l'équivalence entre le membre désormais défaillant et l'opérateur économique présenté en substitution. Si le pouvoir adjudicateur reconnaît l'équivalence, la substitution est opérée au travers de la présente clause de réexamen.
- En cas d'augmentation de la durée des études ou des travaux par un fait extérieur au Titulaire du marché, des prestations complémentaires pourront être demandées au Titulaire. Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour ces prestations, un ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour leur règlement dans les conditions de l'article 23 du CCAG PI. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire est réputé accepter les prix provisoires si, dans un délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix nouveaux, il n'a pas présenté d'observations à l'acheteur.

5.3 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le Maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au Maître d'ouvrage leur classification dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : modifications qui s'imposent au Maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux.
- Catégorie B : modifications initiées par le Maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme.
- Catégorie C : modifications initiées par le Titulaire résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le Maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie A et B peuvent donner lieu à une modification du marché du Titulaire dans les conditions définies à l'article 5.1 du CCAP.

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas, y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit, pour le Titulaire, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

5.4 Modifications de marché à l'initiative du Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer le Maître d'ouvrage de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, la cession d'une ou de différentes activités, l'acquisition d'une nouvelle activité, son adresse bancaire. Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

5.5 Modifications affectant les contractants

En application du 1° de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- Le Titulaire peut proposer au Maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire
- Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le Maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 8 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.
- Si le titulaire est un groupement, le mandataire pourra proposer au Maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :
 - Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ; ceci ne peut intervenir que dans le cas où ce cas de figure interviendrait à partir de la troisième année d'exécution du marché.
 - Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants. La résolution des litiges entre membres du groupement relève du groupement. En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au Maître d'ouvrage de résilier partiellement le marché selon les modalités définies au CCAP, ou de prendre en compte la modification de la composition du groupement dans le cadre de la clause de réexamen prévue à l'article R2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 5.5 du présent CCAP.

Le mandataire solidaire propose au Maître d'ouvrage de réaliser lui-même les prestations restant à réaliser par l'entreprise défaillante ou de les faire réaliser, à ses frais, par un des membres du groupement ou de présenter un sous-traitant.

Un avenant est conclu entre le Maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

ARTICLE 6. Règlement des comptes

6.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Tout élément de prix est considéré hors taxes, sauf précision contraire.

Les prix du marché sont traités à prix global et forfaitaires, auquel sera joint une décomposition.

Ce prix couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Les prix établis comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la

prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels, en matériels adaptés en qualité et en quantités aux prestations énumérées dans le CCTP y compris la participation du Titulaire aux réunions, entretiens et visites nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées ainsi que la remise des livrables correspondants tels que décrits dans le CCTP.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des parties techniques d'exécution, sera déterminé en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

6.2 Présentation des demandes de paiement et dépôt de la facture électronique

6.2.1 Présentation des demandes de paiement

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.4 du présent CCAP. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du Titulaire, accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI de 2021.

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, le n° SIRET ou SIREN et l'adresse du titulaire ;
- La date de la facture
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de bon de commande s'il y a lieu ;
- La prestation exécutée ;
- Le prix net hors taxe de chaque prestation ;
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de cotraitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du titulaire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI de 2021.

En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le titulaire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

6.2.2 Dépôt de la facture électronique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Numéro SIRET du Centre Hospitalier d'Embrun : **260 500 053 00012**

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014- 697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le Code service exécutant. Le n° EJ et le Code service exécutant sont des données indispensables.

Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, le maître d'ouvrage doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser « Chorus ».

6.3 Délais de paiement, intérêts moratoires

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) admis au paiement direct seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture, conformément à l'article 2-1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

En complément de l'article 11.6 du CCAG-PI de 2021, il est précisé que, dans le cas où la demande de paiement reçue par la Maîtrise d'ouvrage ne respecte pas le formalisme imposé, le Titulaire est alerté par courriel ou via CHORUSPRO de l'impossibilité de traitement de la demande de paiement, ce dont le Titulaire accuse réception. Le délai cité à l'alinéa précédent ne court qu'à compter de la réception par la Maîtrise d'ouvrage de la demande de paiement respectant ledit formalisme.

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au Titulaire.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Facturation avant service fait...

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception ; Cette notification précise les raisons qui - imputables au titulaire - s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de la facture ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le mandant un nouveau délai global de paiement est ouvert

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses éventuelles de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date d'émission du bon de commande.

6.4 Échéancier des acomptes

Le titulaire fournira à l'appui de sa demande les éléments permettant d'apprécier le service fait.

Le paiement de chaque partie technique figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière sera conditionné à la décision d'admission de ladite partie technique.

Le versement des acomptes sera réalisé au fur et à mesure de l'exécution de la mission pour chacune des parties techniques conformément aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du Code de la Commande Publique, selon les modalités suivantes par dérogation à l'article 11.3.5 du CCAG-PI de 2021 :

- Pendant l'exécution de la partie technique, le cumul des acomptes sera plafonné à 90 % du prix figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière de la partie technique correspondante,

- Le paiement des 10 % restants de chaque partie technique sera conditionné par l'admission de ladite partie technique.

6.5 Régime de l'avance

6.5.1 Conditions de versement et de remboursement

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI 2021. Ainsi une avance de 5% est accordée au Titulaire dans les conditions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Conformément aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est réduite, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

Une avance est versée aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct qui en font la demande. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci. Le montant de l'avance et ses modalités de remboursement sont identiques à celles du titulaire du marché. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65,00 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

6.5.2 Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Une caution personnelle et solidaire garantissant le remboursement de l'avance pourra être acceptée.

ARTICLE 7. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI 2021, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 1 000 € pour l'ensemble du marché ou d'une de ses tranches.

Tous les montants indiqués ou servant au calcul des pénalités sont des montants en €H.T. Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA et ne sont pas révisables.

7.1 Pénalités sur les productions

Les délais d'établissements des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés ainsi que leur point de départ sont fixés à l'acte d'engagement.

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI.

Concernant les pénalités journalières, le Titulaire subira, par jour de retard une pénalité de 100 € HT par jour pendant 5 jours, puis 200 € par jour au-delà. Les pénalités sont applicables pour ce qui concerne tous les livrables cités dans le CCAP et le CCTP.

En cas de non remise d'une prestation ou de rejet expresse d'une prestation, les pénalités de retard précitées commencent à courir à compter du rejet ou de la simple constatation de l'absence de remise par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI 2021, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 10 jours. Cette invitation précise le ou les retards concernés ainsi que le délai de 10 jours précité pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application de l'alinéa précédent ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le retard a été constaté.

7.2 Autres pénalités

7.2.1 Pénalité pour manquement ou absence

Conformément à l'article 3.2 du présent CCAP, en cas de non-remplacement des personnes physiques ou d'indisponibilité des personnes désignées, le titulaire subira une pénalité de 200 euros HT par jour calendaire de retard, sans préjudice de sa capacité à résilier le marché.

En cas d'absence à une réunion, le Titulaire pourra être sanctionné par application d'une pénalité de 200 € HT par absence.

7.2.2 Pénalité pour non-transmission des attestations d'assurance

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI de 2021 applicable, le Titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au Maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 8 du présent CCAP, il encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 25 euros par jour calendaire de retard.

7.2.3 Pénalité pour travail dissimulé

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI de 2021, le Titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité égale à 150 euros par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le Titulaire.

Le montant des pénalités ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

ARTICLE 8. Assurances

A la notification du marché, le prestataire ou chaque membre du groupement devra apporter la preuve qu'il bénéficie de deux couvertures d'assurance couvrant son activité :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle
- Assurance de responsabilité civile décennale au titre de l'article L. 241-1 du Code des Assurances

Ces attestations doivent émaner d'une Compagnie d'Assurances ou de son Agent Général, ou d'une Mutuelle. Elles comporteront au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs,
- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le Maître de l'ouvrage de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

ARTICLE 9. Propriété intellectuelle

Il est fait application du chapitre 6 relatif à l'utilisation des résultats du CCAG-PI 2021.

ARTICLE 10. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et s'engage à ne pas les divulguer ni pendant l'exécution des prestations ni après qu'il ait cessé de produire ses effets.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et, ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

ARTICLE 11. Fin de la mission : arrêt de l'exécution des prestations en fin de partie technique

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques définies à l'article 1.4 du CCAP. En application de l'article 22 du CCAG-PI de 2021, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12. Résiliation

12.1 Dispositions générales

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG PI.

12.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Maître d'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées. L'indemnité de 5 % prévue à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI de 2021 s'applique à la part de la partie technique déclenchée par ordre de service mais non exécutée par dérogation aux articles 40 et 41.2.2.4 du CCAG-PI de 2021. Les parties techniques non déclenchées par ordre de service ne sont pas incluses dans le calcul de l'indemnité de résiliation.

12.3 Résiliation aux torts du Titulaire ou cas particulier

Outre les cas évoqués à l'article 39.1 du CCAG-PI de 2021, sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R2143-6 du même code.
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle ou décennale
- Le non-respect des obligations précisées au CCAP ou au CCTP constaté par une mise en demeure établie par le maître de l'ouvrage.
- La non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D.8222-5 du Code du travail.
- Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou aux articles D8254-2 à 5 du Code du travail, le Maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.
- L'indisponibilité ou la récusation d'acteurs intervenue dans les termes de l'article 3.2 du présent CCAP.

Dès lors, le marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les mêmes conditions que celles précisées à l'article 39 du CCAG-PI de 2021.

Par dérogation à l'article 38.1 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

12.4 Régime en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

12.5 Résiliation partielle

Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des travaux qui lui sont attribués dans l'acte d'engagement, les stipulations suivantes s'appliquent en complément de l'article 3.5 du CCAG-PI 2021.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire.

Dans ce cas :

- Si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 3.5.4 du CCAG-PI 2021
- Le marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;
- Si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

12.6 Exécution aux frais et risques

En complément à l'article 27 du CCAG-PI de 2021, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.7 Conséquence de la résiliation

Le montant des honoraires correspondant aux éléments de mission réellement exécutés à la date de résiliation du contrat, est liquidé conformément aux dispositions des articles du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient avant l'achèvement d'une phase, le pourcentage d'avancement de celle-ci est alors arrêté d'un commun accord entre le Titulaire ou ses ayants droits et au maître d'ouvrage.

En cas de résiliation du marché, le maître d'ouvrage exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le maître d'ouvrage durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

ARTICLE 13. Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 14. Dérogations au CCAG Prestations Intellectuelles

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé
2	4.1
3.1.2	13.3
3.1.3	28.2 et 29
3.2	3.4.3
4.2	10
5.2	23.3
5.5	3.5
6.4	11.3.5
7	14.1.2 et 14.1.3
7.1	14.1 et 14.1.1
7.2.2 et 7.2.3	14.1
12.2	40 et 41.2.2.4
12.3	38.1

Fait à GAP, le 25 avril 2025

Pour le GHT des Alpes du Sud,
Pour Le Directeur et par Délégation,
La Directrice Adjointe,

Chloé SCHMITT